

P. J. Masson

6419

CONSTITUTION ET REGLEMENTS
DE LA
SOCIÉTÉ DES ARTISANS
CANADIENS-FRANÇAIS
DE LA CITÉ DE MONTRÉAL
SOUS LE PATRONAGE DE
LA SAINTE FAMILLE

*Constituée par Acte 40 Vict., chap. 63, le 28 Décembre 1876
avec les amendements du 10 juin 1882.*



MONTRÉAL
IMP. GEBHARDT-BERTHIAUME 30, RUE ST-GABRIEL

1889

SC

LI

Con

IM

10. —

CONSTITUTION ET REGLEMENTS
DE LA
SOCIÉTÉ DES ARTISANS
CANADIENS-FRANÇAIS
DE LA CITÉ DE MONTRÉAL
SOUS LE PATRONAGE DE
LA SAINTE FAMILLE

*Constituée par Acte 40 Vict., chap. 63, le 28 Décembre 1876
avec les amendements du 10 juin 1882.*



MONTRÉAL
IMP. GEBHARDT-BERTHIAUME 30, RUE ST-GABRIEL

• 1889

ARMES

DE LA

Société des Artisans Canadiens-Français

DE LA CITE DE MONTREAL



LEGENDE :

COUPE : Au 1, d'azur à une fleur de lis d'or, mi-partie de gueules, à deux feuilles scie d'argent, en fasce, les dents vers la pointe : Au 2, d'or à un castor, entouré d'une guirlande de feuilles d'érable au naturel.

Devise : JUSTICE, ÉCONOMIE, BIEN-ÊTRE.

Acte constituant "La Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal."

40 Victoria, chapitre LXIII.

SANCTIONNÉ LE 28 DÉCEMBRE 1876.

CONSIDERANT que les personnes ci-dessus mentionnées ont demandé par pétition d'être constituées sous le nom de "La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal"; considérant que cette association est fondée dans un but de protection mutuelle, et pour assurer à la veuve et aux héritiers de toutes personnes formant partie de la dite association, ou qui pourraient ci-après en former une, une aide pécuniaire au moyen d'allocations annuelles au décès de telles personnes; et considérant qu'il est juste d'accéder à la demande des pétitionnaires; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du conseil de son Conseil, a signé, de sa main, et de la signature de Québec, décrète

Préambule.

1. Louis Archambault, Joseph Mercier, Edouard Grondin, Feussaint Labelle, Pierre Giguère, Léandre Lamontagne, Jean-Ete Bélanger, et telles autres personnes qui sont actuellement membres de la dite association, ou qui pourront le devenir en vertu des dispositions du présent acte, seront et sont, par les présentes, constituées en corps politique et corporation, sous le nom de "La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal", et sous ce nom pourront exercer tous les pouvoirs généraux dont les corps politiques sont revêtus, en égard aux dispositions du présent acte, et pourront acquérir, avoir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières, et pourront les hypothéquer, aliéner, louer ou en disposer en tout ou en partie, de temps à autre et suivant l'occasion et en acquérir d'autres à leur place; pourvu que ces immeubles n'excèdent pas la valeur annuelle de cinq mille piastres.

Nom.

Pouvoirs.

Valeur limitée.

Règlements de régie, etc.

2. La majorité des membres présents de la dite société réunie en assemblée générale, aura plein pouvoir et autorité de faire, établir les règles, statuts et règlements, qui ne devront pas d'ailleurs être contraires au présent acte, ni aux lois de la province, selon que la dite cor-

- poration le jugera nécessaire pour les intérêts et l'administration des affaires de la dite société et pour l'admission des membres présents et leur expulsion. Les deux tiers des membres présents de la dite société pourront en assemblée générale amender, changer, et modifier les dits règlements suivant que les besoins de la dite société l'exigeront, lesquels règlements n'auront force et effet que lorsqu'ils auront été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
3. Les affaires de la dite société seront conduites et administrées par un bureau de direction, composé de dix membres de la dite société, et choisi à une assemblée générale convoquée à cet effet.
- Le quorum de ce bureau sera de six.
- La durée des fonctions de ces directeurs sera d'une année, excepté pour la moitié de ceux qui seront élus à la première assemblée générale, qui n'exerceront leurs fonctions que durant six mois. Il sera ensuite, tous les six mois, procédé, en assemblée générale des membres de la dite société, au remplacement des membres sortant après une année d'exercice de leur charge.
4. A l'assemblée générale, les membres de la dite société éliront, au scrutin secret, trois membres en dehors du bureau de direction pour exercer les fonctions de censeurs. Leurs fonctions dureront trois ans, excepté pour deux de ceux qui seront élus à la première assemblée générale, lesquels exerceront leurs fonctions, l'un pendant deux ans et l'autre pendant une année. Il sera ensuite, tous les ans, en assemblée générale, procédé au remplacement du censeur sortant après trois ans d'exercice de sa charge.
- Les fonctions des dits censeurs consisteront à surveiller la comptabilité et l'administration des officiers de la dite société. Ils assisteront aux assemblées du bureau de direction, y auront voix consultative, et pourront de temps en temps, sur décision prise à l'unanimité, convoquer une assemblée générale des membres de la dite société.
5. Le siège des affaires de la dite société sera fixé à Montréal, et le bureau central y sera établi et comprendra dans ses attributions le district judiciaire de Montréal.
- Sur décision des deux tiers des voix des
- Approbation
du L. G.
requis.
- Bureau de
direction.
- Quorum.
Durée de la
charge.
- Censeurs.
Leurs
devoirs.
- Siège des
affaires.

membres présents de la dite société, réunis ne
assemblée générale, des succursales de la dite Succursales.
société pourront être établies dans la province
de Québec, partout où le nombre des sociétai-
res le réclamera, et leur position quant à leur
administration intérieure et par rapport au
bureau central, sera réglée par une décision
prise en assemblée générale, à une majorité des
deux tiers des voix.

6. La dite société pourra poursuivre et être Poursuite.
poursuivie devant toute cour de justice, pour
le recouvrement de toutes sommes de deniers
qui par suite lui seront dues et dont elle pourra
être redevable.

7. La société aura plein pouvoir de régler les Règlements
conditions auxquelles toute personne devien- de règle, etc.
dra membre ou continuera de l'être, de fixer le
taux de la subvention de chacun des membres,
au cas de décès, le lieu, le temps auquel cette
subvention sera payable, et de faire générale-
ment tous les règlements propres à assurer le
bon fonctionnement de la dite société, sujets
toujours à l'approbation du lieutenant-gouver- Approba-
neur en conseil, tel que pourvu par la section tion.
deuxième de cet acte.

8. Nulle somme d'argent à laquelle aucun
des héritiers ou représentants légaux d'un
membre décédé pourrait avoir droit, en vertu
de cet acte et des règlements de la dite société,
ne sera saisissable soit avant, soit après juge- Deniers in-
ment, pourvu toujours que rien en la présente saisissables.
section, ne porte atteinte au droit de tout
créancier par rapport à une somme due par la
corporation à aucun de ses membres, en consé- Proviso.
quence d'un contrat ou d'une entreprise con-
clue entre la dite corporation et tel membre.

9. Au cas que la dite corporation prit, comme
telle, en aucune manière, part à une grève ou Cas de grève.
l'encouragerait, elle perdra tous ses droits ré-
sultant de cet acte.

**Copie d'un rapport d'un comité de l'Honorable
Conseil Exécutif, en date du 16 mars 1877,
approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le
19 mars 1877.**

*Sur l'approbation de certains règlements de La Société
des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal.*

L'honorable Procureur-Général, dans un rapport en date du quinze mars courant (1877), expose que par l'acte 40 Victoria, chap. 63, il est décrété que les règlements de "La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal" ne doivent pas être contraires au dit acte, ni aux lois en force, et devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, etc., etc.

Considérant que les règlements de "La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal", moins les deux articles signalés plus haut, ne sont point contraires à l'acte ci-dessus ni aux lois de la Province, l'honorable Procureur-Général recommande que ces règlements soient approuvés par le Lieutenant-Gouverneur, en retranchant dans l'article 11 les mots "à l'élection générale à la fin de chaque année" et "ils se renouvelleront par tiers, et le sort désignera les membres sortant les deux premières années", et dans l'article 26, les mots suivants : "à l'assemblée générale de la fin de l'année, il sera procédé à l'élection d'un censeur en remplacement de celui sortant."

Le comité concourt dans le rapport ci-dessus, et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié,

FELIX FORTIER,

Greffier Cons. Ex.

BU

JO
J.
C.
FR
TH

G.
AL

DR

DR

DR

DR

DR

DR

DR

DR

DR

DR

BUREAU DE DIRECTION POUR LE SEMESTRE
FINISSANT LE 1^{er} MARS 1889.

REVD. N. BRUCHESI, Chapelain.

JOSEPH LAMARCHE, Président.	H. SPEDDING, 1 ^{er} Com.-Ordon.
J. A. BRAULT, 1 ^{er} Vice-Prés.	PIERRE PEDARD, 2 nd Com.-Or.
C. LAFONTAINE, 2 nd Vice-Prés.	N. BRUULET, Directeur.
FRS. HURTUBISE, Sec.-Trés.	L. LAMONTAGNE, Directeur.
THEO. GOULET, Assist.-Sec.	P. PATENAUDE, Directeur.

O. DUFRESNE, H. BERTRAND et A. FLEURY, Censeurs.

G. M. DAMIEN, Comptable.	J. J. BEAUCHAMP, Procureur.
ALP. BASTIEN, Collecteur.	PHILIAS MAINVILLE, Notaire.

MÉDECINS EXAMINATEURS

DR E. A. POITEVIN, 2313 rue Notre-Dame.	DR N. DRAINVILLE, St. Barthélémi, Qué.
DR A. DAGENAI, S, 363 rue Dorchester,	DR A. GUERTIN, St. Césaire, Q.
DR E. P. LACHAPELLE, 476 rue Sherbrooke,	DR J. E. BRIEN, West Shefford, Q.
DR A. GERMAIN, 132 rue Pantaléon,	DR T. A. DUFORT, Bedford, Q.
DR F. JEANNOTTE, 185 rue Visitation,	DR EMILE ST. JACQUES, St. Hyacinthe, Q.
DR J. P. CHARTRAND, 1109 rue St-Laurent,	DR L. P. NORMAND, Trois-Rivières, Q.
DR L. R. BENOIT, 139 St. Laurent,	DR P. A. VALOIS, Lachine, Q.
DR J. LANCTOT, 3547 rue Notre-Dame, St. Henri,	DR P. N. GARNEAU, Stanford, Q.
DR J. A. R. LEONARD, St. Cunégonde,	DR F. A. SIROIS, Fraserville, Q.

CONSTITUTION

DE LA

Société des Artisans Canadiens-Français

DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

TITRE PREMIER

BUT DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE PREMIER.—La Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal est une association de bienveillance et de secours mutuel entre les artisans canadiens-français catholiques romains appartenant à toutes les professions réputées non-insalubres, qui en feront partie.

ART. 2me.—1. La Société a pour but de venir en aide, par une allocation hebdomadaire, à ceux de ses membres que la maladie ou un accident empêcheraient de travailler ou de vaquer à leurs occupations ; et cela au moyen de la cotisation mensuelle que chaque membre s'engage à payer d'avance.

2. Sur l'engagement formel de chacun des membres de verser une certaine somme au profit de la veuve, s'il n'y a pas de veuve, aux enfants et s'il n'y a pas d'enfants aux représentants légaux, la Société s'oblige de remettre

Société des Artisans Canadiens - Français

DE MONTREAL



Articles de la Constitution et des Règlements

tel qu'amendés à une assemblée générale de la Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal, tenue le 23 Janvier, et sanctionnés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le 10 Février 1890.

ARTICLE II, Paragraphe 2ème, page 8.

2. Chacun des membres s'engage de verser une certaine somme au profit de la veuve, s'il n'y a pas de veuve, aux enfants et s'il n'y a pas d'enfants, aux représentants légaux, et en considération, la Société s'oblige de remettre, dans les quatre mois qui suivront la constatation du décès, mensuellement et par quart, entre les mains des ayants droit la dite contribution, qui, dans aucun cas, ne dépassera la somme de mille piastres, pourvu que le membre décédé puisse, par son testament ou codicile, s'il

laisse une veuve, disposer d'une partie de ce qu'il aura droit dans la société jusqu'à concurrence de la moitié, et, s'il ne laisse pas de veuve, du total de ce qu'il aura droit en faveur de tous ses enfants, ou d'un ou de plusieurs qu'il désignera. Dans le cas où la femme d'un membre décédé ne vivrait pas avec son mari lors du décès de ce dernier, pour cause de mauvaise conduite, elle perdrait tous ses droits aux bénéfices de la Société.

3. Lorsqu'un membre aura atteint l'âge de 70 ans, il lui sera loisible, en avertissant, par écrit, le bureau central de direction, de cesser de payer toute redevance qui deviendrait due à la Société pour cotisations mensuelles et pour contributions aux décès jusqu'à sa mort. Dès qu'un tel avis aura été déposé devant le bureau central de la direction, un extrait de la résolution passée à cet effet devra être transmis de suite au dit membre. Après sa mort, le montant ainsi dû à la société sera retenu sur le montant qui devra être payé à sa veuve ou à ses ayant droit et cela avec intérêt légal qui devra être calculé et capitalisé à la fin de chaque semestre.

ARTICE III, Paragraphe 3ème, page 9.

3. De jouir d'une bonne santé, d'une bonne constitution et de n'être sujet à aucune maladie héréditaire et incurable; ni affligé d'aucune infirmité.

ARTICLE X, Paragraphe 1 et 5, page 13.

1. Le Conseil des Directeurs délibère sur les affai-

res de la Société, sur l'admission des nouveaux membres et l'exclusion des membres indignes ; il reçoit et discute les rapports des comités, tant sur les maladies que sur les décès des membres ; il autorise le Secrétaire-Trésorier à faire les déboursments nécessaires par un mandat qui devra être signé, séance tenante, par le Président et un des censeurs. Il délibère aussi sur les comptes semestriels à soumettre à l'assemblée générale, enfin sur les modifications à faire aux règlements.

5. Tout chèque devra être signé par le Président et le Secrétaire-Trésorier et devra être contresigné par le plus ancien des censeurs.

ARTICLE XIII, page 14.

Tout membre au-dessous de 30 ans à son admission dans la Société, devra payer au trésorier une somme de deux dollars et celui de 30 à 35, \$3.00 ; de 35 à 40, \$5.00 ; de 40 à 41, \$10.00 ; de 41 à 42, \$20.00 ; de 42 à 43, \$30.00 ; de 43 à 44, \$40.00 ; de 44 à 45 ans, \$50.00—qui concourront à la formation du fonds de réserve dont il est question ci-après. Il paiera en sus, et d'avance, du 1 au 5, de chaque mois, au Secrétaire-trésorier ou au percepteur de la Société, une somme de cinquante centins qui formera le secours pour les membres malades ou rendus incapables de tout travail, par accident ou maladie. Il s'engage, en outre, au décès de tout membre, à payer, dans le mois qui suivra le décès, la somme de une piastre entre les mains du trésorier au profit

des ayant droit, aussi longtemps que le nombre des sociétaires n'aura pas atteint le chiffre de mille ; lorsque ce chiffre sera dépassé, la contribution individuelle au profit des ayants droit diminuera dans la proportion du nombre de membres de façon à ce que la dite contribution totale ne dépasse pas mille piastres.

ARTICLE XIV, Paragraphe 1, page 15.

1. Tout membre appartenant à la caisse de contribution mensuelle, qui aura négligé de payer, d'après la manière prescrite par les règlements, son entrée, sa cotisation mensuelle ou toutes redevances quelconques, sera privé de ses bénéfices, en cas de maladie, pendant autant de mois que le montant total de ses arrérages représentera de fois le prix de la contribution mensuelle, et cela, pour aussi longtemps après avoir payé comme il aura été sans payer.

2. Dans aucun cas la suspension ne devra excéder une année.

ARTICLE XV, page 16.

Tout membre sera tenu d'avertir la Société par écrit dans les quinze premiers jours de sa maladie et ayant déclaré par le dit avis qu'il désire retirer ses bénéfices, sera visité par le médecin de la Société, si le bureau de la direction le juge à propos.

ARTICLE XXII, Paragraphe 1er, page 19.

1. Le paiement effectué pour chaque membre suivant son âge à son entrée dans la Société, formera le fonds de réserve et sera comme tel, investi de la façon la plus prudente par les directeurs après avoir consulté les censeurs ; les intérêts provenant du placement seront ajoutés au fonds de réserve et capitalisés. Ce fonds de réserve ne pourra être touché ni entamé tant qu'il n'aura pas atteint la somme de vingt mille piastres.

ARTICLE XXIII et ARTICLE XXIV, Paragraphe 1er, page 20.

1. Les fonds, provenant de la caisse, au décès, de la cotisation mensuelle et de toute autre ressource de la Société, à l'exception des perceptions d'entrée qui forment le fonds de réserve, formeront un fonds appelé : "Fonds consolidé dans lequel devront être pris tous les argents nécessaires pour les déboursés et pour l'administration générale de la Société."

ARTICLE XXVIIA, page 23.

8. Pour avoir droit de voter, soit dans le cas d'élection ou tout autre cas, il faudra que le membre produise son livret.

ARTICLE XXVIII, Paragraphe 1er, page 28.

1. L'abandon de la religion catholique, l'affiliation à une société secrète ou toute autre, condamnée par

l'Eglise, l'ivresse habituelle, l'abandon de la femme ou des enfants sans pourvoir à leurs besoins, ne pas avoir sciemment déclaré la vérité dans son examen médical, l'immoralité notoire, la condamnation à une amende ou à l'emprisonnement pour félonies ou actes criminels considérés assez graves entraînent après leur constatation l'expulsion de la Société du membre coupable et la perte de tous ses bénéfices.

ARTICLE XLIV, page 31.

Les succursales devront avoir un chapelain qui sera un prêtre, nommé à cette charge par l'autorité ecclésiastique.

ARTICLE XLV, page 31.

Les rapports de mois des succursales devront être adoptés le 1er mardi de chaque mois et une copie signée par les censeurs présents, le Président et le Secrétaire-Trésorier, devra être transmise au Secrétaire-Trésorier du bureau central.

ARTICLE I, page 34.

Sont réputées professions insalubres et s'opposant à l'entrée, dans la Société, de ceux qui les exercent, les professions suivantes : les égoutiers, les vidangeurs, les pompiers, ou considérés comme tels ; les polisseurs en cuivre, ingénieurs et chauffeurs de locomotives, mineurs, serre-freins, ouvriers des

usines en verre et tout autre que les médecins pourraient rejeter.

ARTICLE XVIII, page 41.

A la séance du bureau des directeurs à laquelle connaissance sera donnée, par le Président, des faits reprochés, les mesures nécessaires pour arriver à la découverte de la vérité seront prises ; les commissaires-ordonnateurs seront autorisés à procéder à une enquête, ils prendront tous les renseignements, interrogeront les témoins, vérifieront l'exactitude des dépositions, enfin, s'entoureront de toutes les garanties pour s'assurer de la vérité. Leurs rapports seront présentés au bureau de la direction et une décision sera prise sur la question de savoir s'il sera donné suite à l'instruction de la cause, ou si le membre est exonéré de l'inculpation.

ARTICLE XIX, page 42.

Au cas que suite soit donnée à l'inculpation, le membre accusé sera invité à se présenter devant le bureau ; la nature de l'accusation portée contre lui sera communiquée en présence du bureau et des censeurs, et sa défense, s'il en a une à présenter, sera entendue ; quinze jours pour fournir ses preuves lui seront accordés.

ARTICLE XX, page 42.

Après avoir entendu la défense de l'accusé et examiné les preuves à l'appui, s'il en a quelqu'une

à fournir, le bureau des directeurs, augmenté des censeurs, tous les membres étant présents, à l'exception de ceux dont l'excuse sera acceptée, rendra sa décision prise à une majorité d'au moins les deux tiers des voix. La décision sera transcrite, avec les motifs qui l'auront déterminée, sur un livre à cet effet et signé par tous les membres présents. Copie en sera donnée au membre inculqué, laquelle copie sera signée du président et d'un des censeurs, et l'exécution de la décision sera immédiate et finale. Dans le cas où le membre ne se rendrait pas à l'appel qui lui sera fait par lettre enregistrée, il sera expulsé par défaut.

ARTICLE XXII, page 43.

Tous les membres de la Société seront tenus sous peine d'une piastre d'amende, de faire connaître au Secrétaire-Trésorier du bureau central ou de sa succursale, dans le délai d'un mois, leur changement de résidence.

dans les quatre mois qui suivront la constatation du décès, mensuellement et par quart, entre les mains des ayants droit la dite contribution, qui, dans aucun cas ne dépassera la somme de mille piastres, pourvu que le membre décédé puisse par son testament ou codicile, s'il laisse une veuve, disposer d'une partie de ce qu'il aura droit dans la société jusqu'à concurrence de la moitié, et, s'il ne laisse pas de veuve, d'un total de ce qu'il aura droit en faveur de tous ses enfants, ou d'un ou de plusieurs qu'il désignera. Dans le cas où la femme d'un membre décédé ne vivrait pas avec son mari lors du décès de ce dernier, pour cause de mauvaise conduite, elle perdrait tous ses droits aux bénéfices de la Société.

TITRE DEUXIÈME.

QUALIFICATION DES MEMBRES ET MODE D'ADMISSION

ART. 3me.—Les conditions requises pour devenir membre de la Société sont :

1. D'être catholique et de n'appartenir à aucune Société secrète ou autre défendue par l'Eglise Catholique Romaine.

2. D'avoir une bonne conduite morale et de n'être point adonné à l'usage des boissons enivrantes.

3. De jouir d'une bonne santé, d'une bonne constitution et de n'être sujet à aucune ma-

ladies héréditaire et incurable ni affligé d'aucune infirmité nuisible à l'exercice de la profession exercée.

4. D'être âgé d'au moins vingt-et-un ans et de ne pas dépasser l'âge de quarante-cinq ans.

5. D'être Canadien-Français ou considéré comme tel ; de parler la langue française et résider dans la Province de Québec.

ART. 4me.—L'aspirant à l'admission dans la Société devra déposer entre les mains du secrétaire-trésorier un certificat signé de deux membres déclarant qu'ils le connaissent depuis un certain nombre d'années dans l'exercice de sa profession comme un homme de bonnes mœurs, de vie régulière et chrétienne et qu'il remplit les conditions requises pour être admis dans la Société.

Il déposera en même temps une piastre entre les mains du Secrétaire-Trésorier et devra se présenter devant le médecin de la Société qui lui sera désigné par le bureau de direction, pour subir un examen.

ART. 5me.—Le Conseil des Directeurs se réserve le délai d'un mois après la production des deux certificats pour faire l'enquête nécessaire sur les antécédents de l'aspirant et délibérer sur son admission ; notification lui sera donnée par le Secrétaire de son admission ou de son rejet ; en cas d'admission l'aspirant paiera le droit d'entrée fixé par la constitution et recevra sa carte de membre ; en cas de rejet ou d'admission le dépôt restera acquis à la

Société ; le rejet ou l'admission d'un aspirant est laissé à l'entière discrétion du bureau de direction.

ART. 6.—Il devra en outre, en présence de deux témoins et sur un registre tenu à cet effet par le Secrétaire-Trésorier, signer une déclaration dans laquelle il affirmera qu'ayant pleine et entière connaissance des statuts de la société, il en accepte toutes les conditions et qu'il s'engage pour lui et ses ayants droit à reconnaître comme finale et non sujette à appel toute décision prise en sa faveur ou contre lui, en conformité avec les articles de la constitution et des règlements.

TITRE TROISIÈME

DE LA DIRECTION

ART. 7^{me}.—Le siège de la Société est fixé à Montréal, et le bureau central y établi comprend dans ses attributions : l'Ile de Montréal et les villages de Laprairie, Saint-Lambert et Longueuil. Des succursales sont établies dans les localités éloignées du centre de la ville pour faciliter les perceptions et les rapports des membres avec la Société.

Par décision de l'assemblée générale des membres, des succursales de la Société pourront être établies dans la Province de Québec partout où le nombre des sociétaires le réclamera. Leur position par rapport au

bureau central de direction et leur administration intérieure seront réglées par une décision prise en assemblée générale, à une majorité des deux tiers des voix des membres présents.

ART. 8^{me}.—La direction de la Société est confiée à dix membres, qui, à l'élection faite par l'assemblée générale, auront réuni, au scrutin secret, le plus grand nombre de voix des membres présents. Les Directeurs élus procéderont entre eux à l'élection des officiers, savoir : un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire-Trésorier et deux Commissaires-Ordonnateurs. Les autres membres de la direction devront suppléer les officiers ou les assister lorsqu'ils seront requis de le faire.

ART. 9^{me}.—La durée des fonctions des Directeurs de la Société est d'une année ; excepté pour la moitié de ceux élus à la première assemblée générale, qui n'exerceront leurs fonctions que pendant six mois. Il sera tous les six mois, procédé par élection au remplacement des membres sortants après une année d'exercice.

Les Directeurs et les Censeurs sont rééligibles ; leurs fonctions seront gratuites tant qu'il n'en sera pas décidé autrement par l'assemblée générale. Nul ne pourra se refuser à remplir les fonctions de directeur ou de censeur s'il n'a déjà occupé cet emploi pendant une année ou plus, sous peine d'une amende qui sera fixée par les règlements.

ART. 10^{me}.—Le conseil des Directeurs délibère sur les affaires de la Société, sur l'admission des nouveaux membres et l'exclusion des membres indignes; il reçoit et discute les rapports des comités, tant sur les maladies que sur les décès des membres; il autorise le Président et le Secrétaire-Trésorier à faire les déboursments nécessaires. Il délibère aussi sur les comptes semestriels à soumettre à l'assemblée générale, enfin sur les modifications à faire aux règlements.

Il peut, à la majorité des voix et quand il le juge à propos, convoquer une assemblée extraordinaire de la Société.

Il est autorisé à engager les services d'un comptable tant pour la bonne tenue des livres que pour opérer la rentrée des cotisations.

En cas de décès, de résignation ou d'incapacité d'agir, d'un directeur, ou censeur, le conseil de direction, y compris les censeurs présents, choisiront parmi les membres de la Société telle personne qu'ils jugeront convenable d'exercer les fonctions jusqu'à l'assemblée suivante.

TITRE QUATRIÈME

DES CENSEURS

ART. 11^{me}.—Les membres de la Société, dans leur assemblée générale, éliront, au scrutin secret, trois membres en dehors de la di-

rection pour exercer les fonctions de censeurs. Leurs fonctions dureront trois ans, excepté pour deux de ceux qui seront élus à la première assemblée générale, lesquels exerceront leurs fonctions, l'un pendant deux ans, l'autre pendant une année. Il sera ensuite, tous les ans, en assemblée générale, procédé au remplacement du censeur sortant, après trois ans d'exercice de sa charge.

ART. 12^{me}.—Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution de la constitution, ils assistent aux séances de la direction avec voix consultative, ils examinent les inventaires et comptes, présentent à ce sujet leurs observations à l'assemblée générale soit pour les approuver ou les critiquer. Les livres, la comptabilité et généralement toutes les écritures doivent leur être communiqués à toute réquisition ; ils peuvent à quelque époque que ce soit vérifier l'état de la caisse, et ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE CINQUIÈME

CONTRIBUTIONS

ART 13. — Tout membre au-dessous de 35 ans à son admission dans la Société, devra payer au trésorier une somme de deux dollars et celui de 35 à 40, \$4.00, de 40 à 41, \$10.00,

de 41 à 42, \$20.00, de 42 à 43 \$30.00, de 43 à 44, \$40.00, de 44 à 45 ans, \$50.00 — qui concourront à la formation du fonds de réserve dont il est question ci-après. Il paiera en sus, et d'avance, du 1 au 5, de chaque mois, au secrétaire-trésorier ou au percepteur de la Société une somme de cinquante centins qui formera le secours pour les membres malades ou rendus incapables de tout travail, par accident ou maladie. Il s'engage en outre au décès de tout membre, à payer dans le mois qui suivra le décès, la somme de une piastre entre les mains du trésorier au profit des ayants droit, aussi longtemps que le nombre des sociétaires n'aura pas atteint le chiffre de mille ; lorsque ce chiffre sera dépassé, la contribution individuelle au profit des ayants droit diminuera dans la proportion du nombre de membres de façon à ce que la dite contribution totale ne dépasse pas mille piastres.

ART. 14me.—Tout membre appartenant à la caisse de contribution mensuelle, qui aura négligé de payer, d'après la manière prescrite par les règlements, son entrée, sa cotisation mensuelle ou toutes redevances quelconques, sera privé de ses bénéfices pendant autant de mois que le montant total de ses arrérages représentera de fois le prix de la contribution mensuelle.

Les acomptes donnés sur les arrérages ne pourront, en aucun cas, abréger le temps de la privation de ses bénéfices. Le bureau de

direction aura le droit d'exclure du sein de la Société, tout membre qui se laissera arriérer pour contributions mensuelles ou autres redevances, jusqu'au montant de six piastres.

TITRE SIXIÈME

AVANTAGES QU'OFFRE LA SOCIÉTÉ

ART. 15^{me}.—Tout membre ayant averti la Société par écrit de son état de maladie et ayant déclaré par ledit avis qu'il désire retirer ses bénéfices sera visité par le médecin de la Société, si le bureau de la direction le juge à propos.

ART. 16^{me}.—Si l'incapacité de travail ne se prolonge pas au-delà d'une semaine aucune allocation ne sera faite au malade, mais si l'incapacité se prolonge au-delà il aura droit à une allocation de quatre dollars par semaine, à partir du 7^{me} jour de la cessation forcée de son travail.

ART.—17^{me}.—Le membre absent de la ville de Montréal ou de la succursale, et ayant, avant son départ, notifié le bureau de direction ou celui de la succursale, de son absence, jouira du bénéfice de l'article 16, en justifiant par un certificat du médecin et du curé ou du magistrat du lieu où il se trouve, de son état de maladie et de la durée de la suspension de son travail.

ART. 18^{me}.—Au décès d'un membre de la

Société, sa veuve, s'il n'y a pas de veuve, ses enfants, s'il n'y a pas d'enfants, ses représentants légaux, recevront par quart, dans les quatre mois qui suivront le décès, et après justification de leurs droits, le montant total de la somme résultant du paiement obligatoire pour chaque membre au décès d'un sociétaire, laquelle somme ne peut pas, en aucun cas, dépasser mille piastres, pourvu que le membre décédé puisse, par son testament ou codicile, s'il laisse une veuve disposer d'une partie de ce qu'il aura droit dans la Société jusqu'à concurrence de la moitié et s'il ne laisse pas de veuve du total de ce qu'il aura droit en faveur de tous ses enfants, ou de un ou plusieurs qu'il désignera. Dans le cas où la femme d'un membre décédé, ne vivrait pas avec son mari lors du décès de ce dernier, pour cause de mauvaise conduite, elle perdra tous ses droits aux bénéfices de la Société. Dans le cas de nécessité, et lorsque le bureau de la direction le jugera à propos, il pourra payer aussitôt après le décès d'un membre à sa veuve, ou à ses enfants ou à ses représentants légaux, un acompte sur ce qui pourra lui revenir de la Société.

ART. 19me.—En cas d'épidémie constatée et de disette, si l'allocation aux malades dépassait les ressources de la Société, cette allocation serait réduite dans la proportion des revenus, et si le paiement intégral de la somme aux familles des décédés devenait une charge trop lourde pour les membres, la Société, sur

la décision des directeurs et des censeurs réunis, se réserve le droit de ne payer dans le mois qui suivrait le décès, que le quart de la somme due proportionnellement au nombre des membres, s'il n'atteint pas le chiffre de mille ou celle de deux cent cinquante dollars, s'il dépasse ce chiffre et de différer le versement du surplus aux ayants droit à une époque à fixer par une assemblée générale convoquée à cet effet.

ART. 20me.—Après une incapacité de travail d'un membre pendant plus de six mois, sur le certificat signé par trois médecins choisis par la Société, constatant l'incurabilité de la maladie ou l'incapacité perpétuelle de tout travail, le bureau de direction pourra par un arrangement à l'amiable avec le malade ou ses représentants et par le paiement d'une somme à fixer, racheter tous les droits au secours pendant la maladie et d'indemnité à la famille ou aux ayants droit en cas de mort ; chaque membre paiera dans ce cas par anticipation la somme due par lui au décès d'un sociétaire. Par le paiement de cette somme toute participation future aux bénéfices de la Société sera éteinte.

ART. 21me.—L'allocation hebdomadaire aux membres malades et la contribution au profit des ayants droit des membres décédés sont insaisissables.

TITRE SEPTIEME

EMPLOI DES FONDS DE LA SOCIÉTÉ

ART. 22me--Le paiement effectué par chaque membre suivant son âge à son entrée dans la Société formera le fonds de réserve et sera comme tel, investi de la façon la plus prudente par les directeurs après avoir consulté les censeurs ; les intérêts provenant du placement seront ajoutés au fonds de réserve et capitalisés. Ce fonds de réserve ne pourra être touché ni entamé tant qu'il n'aura pas atteint la somme de dix mille piastres.

Lorsque la somme aura atteint le chiffre fixé, à une assemblée générale une motion pourra être présentée pour disposer de cette réserve d'une façon permanente, soit en placement hypothécaire ou en achat de biens-fonds pour le compte de la Société, soit de toute autre manière ; une commission sera nommée pour examiner l'opportunité de l'emploi et fera son rapport à l'assemblée générale convoquée à cet effet, laquelle décidera, à une majorité des deux tiers des voix des membres présents, de la disposition à prendre.

La comptabilité de ce fonds de réserve sera entièrement séparée de celle des autres ressources de la Société et aucun des droits d'entrée payés par les membres nouveaux ne pourra être distrait même temporairement de sa destination.

ART 23^{me}.—Les fonds provenant de la cotisation mensuelle et des amendes seront déposés à intérêt dans une caisse d'épargne au choix des directeurs et serviront tant au paiements des allocations en cas de maladie qu'à celui des frais d'administration.

ART. 24^{me}.—Après la vérification des comptes présentés à l'assemblée générale à la fin de chaque année, le surplus des recettes sur les dépenses de l'année, sera déposé et ajouté au surplus des années précédentes et formera un fonds spécial qui ne pourra être entamé qu'en cas d'insuffisance des recettes de l'année courante pour faire face aux dépenses et sur l'autorisation des censeurs.

Les comptes de chaque direction semi-annuelle, étant approuvés par l'assemblée générale sur l'avis favorable des censeurs, la responsabilité des membres de la direction cesse et aucune solidarité entre les directions consécutives ne peut exister.

TITRE HUITIÈME

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ART. 25^{me}.—Pour les assemblées extraordinaires convoquées par les censeurs ou par le bureau de direction, s'il y a urgence, la convocation pourra avoir lieu huit jours d'avance dans deux journaux français de Montréal, ou par un avis expédié par la malle à chacun

des membres ; et chaque avis de convocation privé ou public fera mention du but pour lequel cette assemblée est convoquée. Aussitôt après l'ouverture de la séance de toute assemblée générale régulière par le président, on procédera à la lecture du rapport des directeurs sur la situation de la Société ; les comptes des dépenses et des recettes, les comptes de l'emploi des fonds et de leurs montants seront présentés à l'assemblée. Les censeurs feront leur rapport, tant sur l'exercice de leurs fonctions pendant l'intervalle entre les deux assemblées, que sur l'exatitute des comptes soumis à l'assemblée et dont ils auront dû vérifier tous les détails.

Après discussion des comptes et leur approbation, l'assemblée procédera à l'élection de cinq membres en remplacement des cinq directeurs sortant de charge.

L'élection faite, l'assemblée entendra les motion présentées tant par la direction que par les membres dans les formes fixées par les règlements et délibérera et décidera sur leur opportunité.

Toute motion tendant à modifier la constitution de la société ou ses règlements devra être déposée au bureau central de la Direction, au moins huit jours avant chaque assemblée générale.

ART. 26me. — Les assemblées générales extraordinaires convoquées soit par le Bureau des Directeurs, soit à la requête unanime des

censeurs, ne pourront discuter, délibérer et décider que sur les questions qui auront motivé la convocation extraordinaire. Toute autre matière ne pourra être présentée.

ASSEMBLÉE DES DIRECTEURS

ART. 27^{me}.—Les Directeurs devront se réunir en séance une fois par semaine au jour qu'ils fixeront dans leur règlement et procéder à l'expédition des affaires de la Société comme dit à l'article 10.

Les censeurs ou au moins l'un d'entre eux sont tenus d'y être présents.

ART. 27^A.—La nomination des candidats aux charges est facultative aux membres dans les assemblées générales. Aussitôt que le premier candidat aura été mis en nomination, le Président de l'assemblée le proposera immédiatement pour être élu à l'unanimité et si aucun candidat n'est mis en nomination en opposition, il sera déclaré élu par acclamation et ainsi de suite pour les autres. Dans le cas contraire, les noms des candidats nommés seront inscrits sur un tableau noir, placé en vue des membres, vis-à-vis desquels il sera placé un numéro.

La même chose se fera pour chaque charge à remplir respectivement.

Le vote se prendra au moyen de boules ; chaque membre recevra autant de boules qu'il y aura de membres à élire, il les déposera dans

une urne, divisée en autant de compartiments qu'il y aura de candidats sur les rangs, en faveur des candidats pour lesquels il veut voter et dans le cas où deux ou plusieurs candidats auront obtenu le même nombre de votes, le président donnera son vote prépondérant.

Trois scrutateurs seront nommés par l'assemblée, lesquels ouvriront l'urne, compteront les votes et proclameront les membres élus.

La présence de six membres du bureau des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum.

Un procès-verbal sera dressé de la séance et des décisions qui y auront été prises et il sera inséré dans un registre tenu à cet effet qui, aux assemblées générales, sera ouvert à l'inspection de tous les membres.

TITRE NEUVIÈME

DE L'EXPULSION

ART. 28^{me}.—L'abandon de la religion catholique, l'affiliation à une société secrète ou toute autre, condamnée par l'Eglise, l'ivresse habituelle, l'abandon de la femme ou des enfants sans pourvoir à leurs besoins, l'immoralité notoire, la condamnation à une amende ou à l'emprisonnement pour félonies ou actes criminels considérés assez graves entraînent après leur constatation l'expulsion de la Société du membre coupable et la perte de tous les bénéfices.

Les voies, la constatation du fait reproché, la manière de procéder contre l'accusé, l'examen des preuves et la forme du jugement seront fixés par les règlements. La décision des directeurs et des censeurs réunis, en matière d'expulsion, est finale et sans appel.

TITRE DIXIÈME

DE LA DISSOLUTION

ART. 29^{me}.—Après l'épuisement de toutes les ressources de la Société, et, si la Société se trouvait dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, ou si le nombre des membres se trouvait réduit à vingt, la dissolution aura lieu de droit, et les directeurs et membres procéderaient à la liquidation. S'il y a un surplus, après le paiement de toutes les dettes et réclamations, ce surplus sera divisé en parts égales entre les membres faisant alors partie de la Société.

TITRE ONZIÈME

CAISSE DE LA CONTRIBUTION AU DÉCÈS

ART. 30^{me}.—La Société pourra établir une caisse spéciale appelée "Caisse de contribution au décès." Une personne pourra appartenir à cette caisse sans appartenir à celle de la *cotisation mensuelle*; cependant elle ne

pourra appartenir à cette dernière, sans appartenir à la *Caisse de contribution au décès*.

ART. 31^{me}.—Tout aspirant, taisant pétition pour ne faire partie que de la caisse de contribution au décès, devra verser, au moment de sa pétition, une piastre dans la caisse de la Société, pour payer les frais d'examen du médecin.

De plus, au moment de son admission, l'aspirant paiera au Secrétaire-Trésorier, une prime ou prix d'entrée, suivant son âge comme suit :—De 21 à 30 ans, il paiera cinq piastres ; de 30 à 40 ans, il paiera huit piastres ; et de 40 à 41, \$12.00, de 41 à 42, \$24.00, de 42 à 43, \$36.00, de 43 à 44, \$48.00, de 44 à 45, \$60.00. Le quart de ces différents prix d'entrée sera destiné au fonds de réserve, la balance ira au fonds d'administration.

La balance du prix d'entrée sera destinée aux frais d'administration ; le surplus servirait à payer une allocation aux membres indigents et malades, sur décision du bureau de direction.

ART. 32^{me}.—En sus de son entrée, tout membre n'appartenant qu'à la Caisse de contribution au décès, devra payer annuellement, et invariablement d'avance, la somme de deux piastres, pour aider la Société à payer les frais d'administration. La dite contribution annuelle sera payée dans le courant du mois de septembre de chaque année. Un aspirant qui ne serait admis dans la Société qu'après le mois

de septembre, devra payer cette première année afin que, par ce moyen, sa seconde contribution soit payable en septembre.

ART. 23^{me}.—Tout membre faisant partie de la caisse de contribution au décès qui aura négligé de payer sa contribution dans les quatre mois après la réception de l'extrait mortuaire fourni au bureau de la Société par les ayants droit du membre décédé, pourra être rayé définitivement de la liste des membres ; la même pénalité existera pour ceux qui n'auront pas payé leur contribution annuelle dans les quatre mois à dater du 1^{er} septembre de chaque année.

ART. 34^{me}.—Tout membre n'appartenant qu'à la caisse de contribution au décès pourra, s'il le désire, devenir membre de la caisse de cotisation mensuelle, pourvu toujours qu'il ne dépasse pas l'âge de quarante cinq ans, en passant par toutes les formalités voulues par la constitution et le règlement à l'égard de tout aspirant ; cependant il ne sera pas obligé de payer plus de deux piastres d'entrée, lesquelles seront destinées aux frais d'administration.

ART. 35^{me}.—Pour être élu directeur ou censeur de la Société, il faudra qu'un membre appartienne à la caisse de cotisation mensuelle et à celle de la contribution au décès et qu'il ne doive rien à la Société.

ART. 36^{me}.—Tout membre appartenant à l'une ou à l'autre caisse aura droit de voter aux assemblées générales ou extraordinaires ;

il aura accès aux livres, et aura pleine et entière liberté de les examiner une fois par semaine le jour fixé pour les séances, de 7 h. à 8 p. m.

ART. 37^{me}.—Tout membre appartenant à l'une ou l'autre caisse, qui négligera de payer régulièrement ses versements à la Société, paiera dix pour cent, sur les dites sommes du moment que les dites sommes seront remises entre les mains d'un percepteur. Ce pourcentage sera employé à payer les frais de perception.

ART. 38^{me}.—Dans les quinze jours qui suivront le décès d'un membre de la Société les ayants droit seront strictement tenus de fournir au bureau central de la Société un extrait mortuaire; et la Société ne sera obligée de payer aux dits ayants droit la somme réclamée par eux, que quatre mois après la réception de cet extrait mortuaire et après justification de leurs droits.

ART. 39^{me}.—Tout membre faisant partie de la caisse de contribution au décès, et de celle de la cotisation mensuelle, pourra, pourvu qu'il ait appartenu pendant cinq ans à cette dernière, et qu'il n'y soit pas endetté, renoncer à en faire partie, et n'appartenir qu'à celle de contribution au décès, en donnant au bureau sa résignation par écrit. Quand un membre n'aura point fait partie de la caisse de cotisation mensuelle pendant cinq ans, il paiera,

s'il veut résigner, la somme de trois piastres pour aider aux frais d'administration.

ART. 40^{me}.—Le duel, l'engagement dans un corps militaire pour servir à l'étranger, la mort trouvée dans une émeute, dans un soulèvement populaire, après la lecture par l'autorité de l'ordre de se disperser, le suicide sous l'influence du *delirium tremens* entraînent la perte de tous les droits et bénéfices attachés à la qualité de membre de la Société, sans que les ayants droit puissent s'en prévaloir en quoi que ce soit.

P.
N.
J.

Sa

J.
T.
J.

Sa

SUCCURSALE DE LEVIS.

P. J. MONTREUIL.....Président.
N. S. BELLEAUSecrétaire-Trésorier.
J. E. LADRIERE, M.D....Médecin-examineur.

Salle et bureau : No 7 rue Eden, Lévis.

SUCCURSALE DE QUEBEC.

J. P. BOULET, M. D.....Président.
T. N. CHASSÉ.....Secrétaire-Trésorier.
J. P. BOULET, M. D.....Médecin-examineur.

Salle et bureau : No. 62 rue des Fossés, Québec.

REGLEMENT DE SUCCURSALES

*Approuvé en Conseil le 7 mars 1889 par Son
Honneur le Lieutenant-Gouverneur.*

TITRE DOUZIÈME.

ART. 41.—Les succursales seront connues et appelées par le nom de “ La société des Artisans Canadiens-français de la Cité de Montréal,” succursale de..... portant le nom de la localité où elle sera établie.

ART. 42me.—Le nombre de membres nécessaire pour l'établissement d'une succursale sera de vingt cinq ou plus de sociétaires actifs de la société résidant dans l'arrondissement de la localité où la succursale sera requise. Ils devront obtenir une charte du bureau central, signée du Président et du Secrétaire-Trésorier de la société et portant le sceau de la société.

ART. 43me.—Les succursales seront administrées d'après la constitution et les règlements de la société et y seront soumises, excepté ce qui suit :

1o Le bureau de direction des succursales n'aura aucun droit de convoquer une assemblée générale extraordinaire de la société, mais il pourra, à la majorité des voix, convoquer une assemblée extraordinaire des mem-

bres de la succursale de son arrondissement.

2o Il ne pourra légiférer ou administrer les articles 19^{me}, 20^{me} et 29^{me} de la constitution de la société.

ART. 44^{me}.—Les succursales pourront avoir un chapelain qui sera un prêtre, nommé à cette charge par l'autorité ecclésiastique.

ART. 45^{me}.—Les rapports de mois des succursales devront être adoptés le 1^{er} mardi de chaque mois et une copie signée par les censeurs présents, le président et le secrétaire-trésorier du bureau central.

ART. 46^{me}.—Les assemblées générales devront être convoquées pour les 1^{ers} jeudis des mois de février et d'août de chaque année et une copie des différents rapports soumis à ces assemblées, ainsi que l'excédent d'une somme de cinq cents piastres, devront être expédiés au bureau central dans la même semaine qu'aura eu lieu l'assemblée générale.

ART. 47^{me}.—En cas de décès d'un membre d'une succursale, le secrétaire devra en avvertir de suite le bureau central et lui envoyer tous les documents nécessaires pourvus par notre constitution et nos règlements. Après répartition faite par le bureau central, avis sera donné, à chaque succursale, du montant à payer qu'elle aura à remettre immédiatement et du montant qu'elle aura à percevoir de ses membres respectifs.

ART. 48^{me}.—Le secrétaire trésorier du bureau central sera tenu d'accuser réception de

tout argent ou d'ocuments quelconques à lui envoyés par les succursales.

ART. 49me.—Le bureau central délèguera, quand il le jugera à propos, son secrétaire-trésorier ou son représentant dans chaque succursale, pour prendre connaissance et se rendre compte de l'état financier et de l'administration générale des affaires des dites succursales, les dépenses et les frais d'une telle révision seront déterminés et pourvus par le bureau de direction ; conséquemment les divers bureaux de direction devront mettre à la disposition du délégué, tous livres, documents, etc, nécessaires à cet effet.

ART. 50me.—Dans le cas de mauvaise administration ou pour toute contravention aux lois de la société par une succursale, le bureau central pourra désavouer tel acte qu'il considérera contraire aux intérêts de la société dans les trois mois de la connaissance acquise, par le bureau central, de cette mauvaise administration ou de cette contravention.

Si le dit désaveu, après avoir été exercé par le bureau central, était désapprouvé par les membres de la dite succursale en assemblée générale, leur charte sera retirée ; dans ce cas les membres des succursales seraient desservis par le bureau central directement comme s'ils avaient été admis par lui, jusqu'à ce que la dite charte leur soit transmise de nouveau. Cette transmission aurait pour effet de remettre les choses dans le même état qu'elles étaient avant le désaveu.

ART. 51^{me}.—Tout acte de désaveu exercé par le bureau central sera sujet à appel devant la prochaine assemblée générale régulière de la société, laquelle pourra, par les deux tiers des membres présents, renverser la décision du bureau central.

ART. 52^{me}.—Un membre de la société pourra être transféré d'une succursale à une autre ou d'une succursale au siège central de la société ou "vice versa." Le secrétaire de la succursale dans laquelle il est inscrit, lui remettra une carte signée par le président et le secrétaire-trésorier, laquelle carte il devra présenter au secrétaire trésorier de la succursale de l'arrondissement où il veut être transféré, le secrétaire de la première succursale sera tenu de transmettre au bureau central, les avis et documents concernant le membre transféré. Le secrétaire du bureau central devra avertir le bureau de l'endroit où le membre veut être admis, de tel transfert et lui remettre tous les documents nécessaires ou appartenant au membre transféré.

ART. 53^{me}.—Le secrétaire de succursale devra faire signer les formules 1, 2, 3 et 4 en duplicata, par les nouveaux membres, dont une copie devra rester dans les archives de la succursale et l'original devra être envoyé au bureau central une fois par semaine.

RÈGLEMENTS

DE LA

Société des Artisans Canadiens-Français

DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

ARTICLE PREMIER.—Sont réputées professions insalubres et s'opposant à l'entrée, dans la Société, de ceux qui les exercent, les professions suivantes : les égoûtiers, les vidangeurs, les pompiers, les fondeurs en cuivre, carriers, ingénieurs et chauffeurs de locomotives, mineurs, serre-freins, ouvriers des usines en verre et tout autre que les médecins pourraient rejeter.

ART. 2^{me}.—Toute personne réunissant toutes les qualités voulues et demandant à faire partie de la Société, devra présenter, ou faire présenter, par l'un des membres actifs de la Société, au Président, sa demande par écrit à être admis au nombre des membres (forme 1), et un certificat signé par deux membres attestant qu'elle remplit les conditions voulues (forme 2). Si cette demande d'admission est acceptée par les membres du bureau, le Secrétaire-Trésorier devra alors écrire au postulant, pour l'informer que sa demande lui est accordée et pour lui donner le nom et l'adresse

du médecin devant lequel il doit se présenter pour subir son examen (forme 3).

ART. 3^{me}. — Si l'examen du médecin (forme 3) est favorable et si l'enquête faite par le Bureau des Directeurs corrobore les déclarations du postulant, le Secrétaire-Trésorier ou l'un des Directeurs, nommé par le Président pour remplacer le Secrétaire-Trésorier pour cette fin, pourra lui faire signer en présence de deux membres de la Société, son acceptation (forme 4) des obligations imposées par la Société et sa soumission sans appel aux décisions du Bureau. Sa carte de membre, signée du Président et du Secrétaire-Trésorier lui sera remise. Les quatres formes seront alors réunies dans leur ordre et fixées définitivement dans le livre régulier.

ART. 4^{me}. — Le bureau des directeurs s'assemblera chaque semaine le mardi à 8 heures du soir, ou tout autre soir fixé par le bureau de direction, ou par le président à la demande écrite de trois directeurs, après avis donné par lettre enregistrée à chacun des directeurs et des censeurs, pour délibérer sur les affaires de la société en présence d'au moins l'un des censeurs. Ceux des membres du bureau qui, dans la journée, n'auront point fait connaître au secrétaire-trésorier qu'ils ne pourraient point assister à la séance du soir, et donner les raisons sérieuses de leur absence, seront condamnés à une amende de 25 centins, et si les absences étaient assez nombreuses pour qu'un quorum

ne pût être formé et que nulle délibération ne pût avoir lieu, les absents dont les motifs ne seront points jugés assez importants pour les exonérer, paieront le double de l'amende ci-dessus. Le censeur ou les censeurs désignés pour assister à la séance, faisant défaut, paieront le double de l'amende imposée aux autres membres du bureau pour l'assemblée hebdomadaire.

ART. 5me.—L'assemblée s'ouvrira par la lecture du procès-verbal de l'assemblée précédente qui devra être écrit dans le livre des délibérations et signé par le Secrétaire et le Président. Les sujets nouveaux de délibération seront annoncés par le Président : 1o Demandes d'admission ; 2o Rapports sur les postulants présentés aux séances précédentes ; 3o Lecture des examens du Médecin ; 4o Décision sur les admissions demandées ; 5o Rapport du Trésorier sur les demandes de subventions pour causes de maladie ; 6o Rapport sur les décès et les mesures à prendre ; 7o Délibérations sur toutes les autres matières intéressant la Société, et qui auront pu se produire dans la huitaine écoulée.

ART. 6me.—A la deuxième assemblée de chaque mois, le Secrétaire-Trésorier fournira au bureau des directeurs et aux censeurs présents, une copie exacte des sommes perçues pour la cotisation mensuelle et de la somme restée en souffrance. Il devra aussi, pour cette même séance, avoir effectué à la Banque choi-

sie par le bureau, le dépôt de la recette mensuelle, et avoir fait balancer le compte de la Société à la Banque. Enfin il fournira une balance mensuelle de tous les comptes de la Société, et une copie certifiée par lui sera remise au censeur et vérifiée par ce dernier.

Art. 7^{me}.—Si la Société emploie un comptable, le Secrétaire-Trésorier doit néanmoins signer les feuilles de balance, car sa responsabilité n'est point déchargée vis-à-vis de la Société par l'emploi d'un teneur de livres.

Art. 8^{me}.—Le censeur présent à la séance devra dans les vingt-quatre heures qui suivent informer les autres censeurs de ce qui s'est passé à la séance et leur communiquer tous les documents, papiers et balances à lui soumis. La responsabilité des censeurs n'est pas divisible, elle pèse également sur tous solidairement vis-à-vis des membres de la Société.

Art. 9^{me}.—La manière de procéder dans l'assemblée générale sera celle fixée par l'article 25 de la constitution, et avant de permettre la discussion de toute motion autre que celles déposées huit jours à l'avance et par écrit au bureau central de la Société, le président pourra poser la question préalable, à savoir : si l'assemblée entend ou non, permettre la discussion de la motion. L'assemblée décidera par assis et levé.

Art. 10^{me}.—Le bureau de direction ainsi que celui des censeurs doivent être au complet à toute assemblée générale ou extraordinaire,

à moins de causes graves communiquées d'avance.

L'importance des questions traitées dans les assemblées générales et dans les assemblées extraordinaires convoquées par les censeurs ou par le bureau de direction, impose aux membres de la Société, le devoir d'y être présents.

Le silence le plus complet doit exister pendant la lecture des rapports et des comptes, ainsi que pendant le vote ou l'élection des nouveaux officiers de la Société. La discussion des motions doit être faite avec le ton de conciliation qui convient à des hommes ayant le même but, celui d'accomplir le plus de bien possible par l'association, et qui ne diffèrent entre eux que sur le moyen à employer pour atteindre ce but.

Il est du devoir du président de l'assemblée de rappeler à la question tout membre qui s'en écarte, et d'imposer une amende fixée à 50 centins, à quiconque fait usage d'expression blessante envers toute personne appartenant à la Société, et en cas de récidive, il doit lui ôter la parole pour toute la séance.

ART. 11me.—Les commissaires ordonnateurs sont chargés de l'organisation des assemblées générales : ils s'occuperont de la location de la salle, des bancs et tables nécessaires et autres accessoires pour la tenue de la séance ; ils feront la police de l'assemblée et sous les ordres et la direction du président, veilleront

au maintien du bon ordre et l'imposeront s'il est nécessaire.

ART. 12^{me}.—Les commissaires ordonnateurs sont aussi chargés des enquêtes à faire sur les antécédents, habitudes et mœurs des postulants, ainsi que des enquêtes nécessitées par les plaintes qui pourraient être transmises au bureau des directeurs sur la conduite des membres et la violation par eux des articles de la constitution, principalement de la vérification des actes, qui leur seraient reprochés, énoncés dans l'article 28 de la dite Constitution.

Ils auront aussi à visiter les malades, tant que le nombre des membres ne rendra pas ce service trop onéreux ; avis leur sera donné de la demande de secours pour cause de maladie par le Secrétaire-Trésorier, et avant de faire leur rapport au bureau sur la visite qu'ils auront faite, ils devront, chacun dans leur district, obtenir du médecin de la Société, qui aura visité le malade son opinion sur la nature et la durée probable de la maladie ; les secours pourront être transmis aux malades, contre leur reçu personnel, par leur intermédiaire, si le bureau des directeurs le juge à propos, ou par l'intermédiaire du Secrétaire-Trésorier.

ART. 13^{me}.—Les commissaires ordonnateurs auront à garder le silence le plus absolu, en dehors du bureau de direction, sur la nature et le résultat des enquêtes qui leur sont con-

fiées; cette mission toute de confiance exige de leur part la plus grande délicatesse, la plus grande prudence, comme aussi le plus grand discernement et une impartialité parfaite.

ART. 14^{me}.—Tout membre de la Société, appelé par le vote de l'assemblée générale, à faire partie de la direction, qui se refusera à accepter les fonctions de directeur, sera passible d'une amende de cinq piastres, si les raisons qu'il fera valoir pour justifier son refus ne sont point trouvées suffisantes. Et de plus, tout directeur qui pendant trois séances consécutives se sera abstenu de prendre part aux délibérations en ne se rendant pas à la salle des séances, sera considéré comme refusant d'accepter les fonctions de directeur, et sera passible d'une amende de cinq piastres. Il sera démis de sa charge de directeur et sera remplacé par l'un des membres de la Société, lequel membre sera choisi par le bureau de la direction; à moins que les membres du dit Bureau trouvent suffisantes les raisons données par ce directeur fautif expliquant et justifiant ces fréquentes absences.

ART. 15^{me}.—Les censeurs veilleront, en se faisant fréquemment ouvrir les livres de la Société, à ce que les trois comptabilités établies par les articles 23, 24 et 31 de la Constitution restent complètement séparées. 1. Le fonds de réserve, composé du paiement des droits d'entrée dans la Société; 2. Le fonds provenant de la cotisation mensuelle et des

amendes ; 3. Le fonds provenant de la caisse de contribution du décès. Ces trois comptabilités seront tenues sur des livres séparés et balancés séparément sans qu'aucune cause puisse justifier la violation de cette règle.

ART. 16^{me}.—Une délégation du bureau des directeurs, composée d'au moins deux membres de la direction assistera au service mortuaire de tout membre de la Société, dont le domicile sera situé dans les limites de la ville.

ART. 17^{me}.—L'instruction sur les faits et actes motivant l'expulsion de la Société, énumérés dans l'article 28 de la Constitution, doit être conduite, dans l'intérêt de la Société et celui du membre accusé, avec la plus grande impartialité.

Toute plainte, toute dénonciation ou tout fait reproché à un membre et dérogatoire à sa position de sociétaire doit être l'objet immédiat de l'attention du bureau des directeurs et le secret le plus complet sera gardé par les directeurs et les censeurs, tant sur les faits reprochés que sur le résultat de l'instruction préliminaire.

ART 18^{me}.—A la séance du bureau des directeurs à laquelle connaissance sera donnée, par le président, des faits reprochés, les mesures nécessaires pour arriver à la découverte de la vérité seront prises ; les commissaires-ordonnateurs seront autorisés à procéder à une enquête, ils prendront tous les renseignements, interrogeront les témoins, vérifieront l'exacti-

tude des dépositions, enfin s'entoureront de toutes les garanties pour s'assurer de la vérité. De leur côté, les censeurs procéderont à une enquête en dehors de celle faite par la direction. Les deux rapports seront présentés au bureau de la direction et une décision sera prise sur la question de savoir s'il sera donné suite à l'instruction de la cause, ou si le membre est exonéré de l'inculpation.

ART. 19^{me}.—Au cas que suite soit donnée à l'inculpation, le membre accusé sera invité à se présenter devant le bureau ; la nature de l'accusation portée contre lui sera communiquée en présence du bureau et des censeurs, et sa défense, s'il en a une à présenter, sera entendue ; tout le temps nécessaire pour fournir ses preuves lui sera accordé.

ART. 20^{me}.—Après avoir entendu la défense de l'accusé et examiné les preuves à l'appui, s'il en a quelqu'une à fournir, le bureau des directeurs, augmenté des censeurs, tous les membres étant présents, à l'exception de ceux dont l'excuse sera acceptée, rendra sa décision prise à une majorité d'au moins les deux tiers des voix. La décision sera transcrite, avec les motifs qui l'auront déterminée, sur un livre à cet effet et signée par tous les membres présents. Copie en sera donnée au membre inculpé, laquelle copie sera signée du président et d'un des censeurs, et l'exécution de la décision sera immédiate et finale.

ART. 21^{me}.—Néanmoins si l'expulsion du membre coupable était basée sur son ivresse

habituelle ou sur l'abandon de sa femme et de ses enfants, l'exécution de la sentence pourrait être suspendue sur la promesse de l'expulsé de s'abstenir de boissons enivrantes ou de pourvoir aux moyens d'existence de sa femme et de ses enfants, pourvu toutefois que l'ivresse habituelle n'ait point déjà affecté sa santé au point de compromettre l'intérêt de la Société. En cas d'inexécution de sa promesse à quelque temps que ce soit après le jugement rendu, la sentence deviendra exécutoire et recevra son plein et entier effet, sur décision du bureau de direction.

ART. 22^{me}.—Les membres de la Société résidant dans la ville de Montréal, sont tenus, sous peine d'une amende d'une piastre, de faire connaître au Secrétaire-Trésorier, dans le délai d'un mois, leur changement de domicile, et ceux résidant en dehors des limites de la ville de Montréal, qui négligeront de donner avis de leur changement de résidence, dans le même délai, perdront tous leurs droits aux bénéfices de la Société.

ART. 23^{me}.—Les présents règlements pourront être changés, modifiés et étendus, à la prochaine assemblée générale, pour faire face à toutes les questions que la mise en opération de la Société pourrait faire naître, et qui n'ont point été prévues dans ces règlements.

ART. 24^{me}.—Les présents amendements à la constitution et aux règlements, deviendront loi le jour de leur approbation par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Forme No. 1.

DEMANDE D'ADMISSION.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS.

DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

*A Messieurs les Présidents et Directeurs de la Société
des Artisans Canadiens-Français de la
Cité de Montréal.*

Je soussigné,
agé de _____, demeurant à
rue _____ No _____, exerçant
depuis deux années consécutives la profession de _____
né et élevé dans la religion catholi-
que romaine, ne faisant partie d'aucune société secrète
défendue par l'Eglise et remplissant toutes les conditions
exigées par l'article Trois de la Constitution de la Société,
demande par la présente à être reçu membre de la Société
des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal,
sur la recommandation de MM. _____
membres de la dite Société : m'engageant par avance, et
sur mon honneur, à remplir toutes les obligations qu'impo-
sent aux Sociétaires la Constitution et les Règlements.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé la présente demande.
Montréal, le _____ 188

En présence de deux témoins—
Mr. _____ }
Mr. _____ }
qui ont signé après lui.

Forme No. 2.

Atestation des deux membres de la Société conformément à l'Article 4 de la Constitution.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS
DE LA CITÉ DE MONTREAL.

A Messieurs les Présidents et Directeurs de la Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal.

Nous soussignés :
et membres de la Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de Montréal, attestons que Mr. candidat à l'admission parmi les membres de la Société, est bien et honorablement connu de nous, depuis années dans sa profession : que nous le considérons comme un homme de bonnes mœurs, de vie régulière et chrétienne et remplissant les conditions exigées par l'article Trois de la Constitution.
En conséquence, nous appuyons de notre témoignage, sa demande d'admission auprès des membres du Bureau de Direction de la dite Société.

EN FOI DE QUOI, nous avons signé la présente attestation pour valoir ce que de droit.

Montréal, le

18

Forme No. 3.

EXAMEN MEDICAL.

1. Nom et prénoms du candidat ?
2. Age ?
3. Occupation ?
4. Marié ou non ?
5. Apparence générale ?
6. Poids ?... lbs.
7. Taille ?... pds... pcs.
8. Mesure à la ceinture ?... pcs.
9. Mesure de la poitrine pendant une inspiration complète ?... pcs.
10. do pendant une expiration complète ? ... pcs.

11. La respiration est-elle complète, facile, distincte et régulière ?
12. Y a-t-il actuellement aucune indication de maladie aiguë ou chronique de l'appareil respiratoire ?
13. Combien y a-t-il de pulsations à la minute ?
14. Le pouls est-il intermitent ou irrégulier ?
15. Y a-t-il aucune indication de maladie du cœur ou des vaisseaux sanguins ?
16. Le candidat a-t-il eu quelque maladie sérieuse, constitutionnelle ou accidentelle ; si oui, donnez des détails sur la date, la durée et les conséquences permanentes ?
17. A-t-il aucune infirmité ; l'ouïe ou la vue sont-ils affectés ?
18. Y a-t-il prédisposition héréditaire ou acquise à aucune maladie constitutionnelle, telle que consommation, rhumatisme, syphilis, aliénation mentale, goutte ou scrofule ?
19. Fait-il usage habituel de vin ou autres liqueurs spiritueuses ?
20. Jusqu'à quel point ?
21. Quelles ont été ses habitudes antérieures relativement à l'usage des boissons alcooliques ?
22. Fait-il ou a-t-il fait usage d'opium, de chloral ou autres narcotiques ?
23. Fait-il abus de tabac ?
24. Sa résidence ou son occupation sont-elles nuisibles à sa santé ?
25. A-t-il eu aucune des maladies suivantes : A. De la vessie, des reins, gravelle, etc ? B. Hémorroïdes ? C. Consommation ? D. Asthme ? E. Hydropisie ? F. Rhumatisme ? G. Combien d'attaques ? H. Paralysie ? I. Pleurésie ? J. Insolation ? K. Maladie de cœur ? L. Maladie des organes génitaux et urinaires ? M. Apoplexie ? N. Cancer ? O. Diarrhée ? P. Dyspepsie ? Q. Fistule ? R. Crachements de sang ?
26. Examen de l'urine : * A. Gravité spécifique ? B. Réaction ? C. Contient-elle de l'albumine ? D. du sucre ? †
27. Quand le candidat a-t-il requis les soins du médecin la dernière fois et pour quelle maladie ?
28. Le nom et l'adresse du médecin ?
29. Le candidat a-t-il une hernie ?
30. Porte-t-il un bandage ?
31. A-t-il été vacciné avec succès ?
32. Son poids a-t-il augmenté ou diminué récemment et pour quelle raison ?
33. L'applicant a-t-il déjà été refusé dans aucune société de bienfaisance ou d'assurance ?
34. Êtes-vous convaincu qu'il n'y a rien chez le candidat, tant dans son état physique et ses habitudes, que dans son histoire personnelle et celle de sa famille, qu'il n'a pas déclaré distinctement et qui tendrait à abrégé sa vie ou à altérer sa santé ?
35. Recommandez-vous l'admission du candidat ?

Forme No. 4.

*Déclaration du nouveau Membre admis, faite avant la
réception de sa carte de Membre.*



SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS.

DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

Montréal, le

188

Je, soussigné, membre admis dans
la Société des Artisans Canadiens-Français de la Cité de
Montréal, reconnais, par la présente, avoir une pleine et
entière connaissance de la Constitution et des Règlements
de la Société, dans tous leurs détails et étendue, ainsi que
des pénalités encourues pour toutes infractions de la part
des Sociétaires, à la dite Constitution et aux Règlements
auxquels je déclare me soumettre et desquels j'accepte
tous les devoirs, charges et conditions

Comme aussi, je m'engage, tant en mon nom personnel
qu'en celui de mes ayants droit, à reconnaître comme
finale et non-sujette à appel toute décision me concernant
prise par le Bureau des Directeurs, en vertu de leur auto-
rité et conformément aux articles de la Constitution et
des Règlements.

EN FOI DE QUOI, en présence de deux témoins, j'ai
signé la présente déclaration, les jours et an tels que ci-
dessus.

En présence de deux témoins —
Mr
Mr
qui ont signé après lui. }

TABLE.

Acte constituant la Société.....	Pages 3
Approbation de règlements.....	6
Bureau de direction—Médecins examinateurs.....	7

CONSTITUTION :

Administration des succursales.....	29 30
Amendes.....	27 38 43
Amendes des directeurs et des censeurs.....	32 35
Amendements (à faire).....	21
Arrérages et suspensions.....	15
Assemblées des directeurs.....	22
Assemblées générales, (des).....	20
Assemblées générales des succursales.....	31
Avantages offerts par la Société.....	16 17 18
But de la Société.....	8
Caisse aux décès.....	24
Cas d'épidémie, (dans les).....	17
Censeurs, (des).....	13 14
Contributions.....	14
Demande d'une succursale.....	30
Désaveu.....	32
Devoir des Censeurs.....	14 37 39
Devoir " Commissaires Ordonnateurs.....	39
Devoir des Secrétaires des succursales.....	31
Devoir du Président.....	38
Devoir du Sec-Trés.....	36
Devoir et pouvoir de la direction.....	13
Direction, (de la).....	11
Dissolution.....	24
Droit de vote.....	26
Droit des directeurs sur l'applicant.....	10
Durée de la direction.....	12
Election.....	22
Emploi des fonds de la Société.....	19 20
Enquête sur les membres.....	38 40
Expulsion.....	23
Extrait mortuaire, etc.....	27
Fonds de réserve.....	19
Frais d'entrée.....	14
Funérailles (directeurs).....	41
Nom des succursales.....	29
Obligations.....	10 11 27 34
Ordre du jour.....	36
Ordre du jour (assemblées extra).....	21
Perte des bénéfices.....	28
Présentation des aspirants.....	34
Professions insalubres.....	34
Qualification des membres et mode d'admission.....	9
Qualification et obligations des directeurs et censeurs.....	21 37
Rachat des bénéfices d'un malade.....	18
Transfert.....	33

Pages

..... 3
..... 6
..... 7

..... 29 30
..... 27 38 43
..... 32 35
..... 21
..... 15
..... 22
..... 20
..... 31
..... 16 17 18
..... 8
..... 24
..... 17
..... 13 14
..... 14
..... 30
..... 32
..... 14 37 39
..... 39
..... 31
..... 38
..... 36
..... 13
..... 11
..... 24
..... 26
..... 10
..... 12
..... 22
..... 19 20
..... 38 40
..... 23
..... 27
..... 19
..... 14
..... 41
..... 29
..... 0 11 27 34
..... 36
..... 21
..... 28
..... 34
..... 34
..... 9
..... eurs 21 37
..... 18
..... 33